



Doc. 12599

18 avril 2011

L'aggravation de l'exclusion sociale et son impact sur les institutions et la participation démocratiques : appel à une réaction énergique

Proposition de recommandation

plusieurs membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

La pauvreté et la ségrégation sociale gagnent actuellement du terrain en Europe. Ces quinze dernières années, les inégalités en termes de revenus et d'emploi se sont considérablement creusées. Elles ont été accentuées par les processus de désintégration sociale alimentés par la crise économique et par les coupes sombres opérées dans les services publics universels depuis quelques années.

L'égalité de participation à la vie politique constitue la base d'une démocratie représentative. L'égalité du droit de vote garantit à tous les citoyens d'avoir les mêmes possibilités et chances de pouvoir prendre part aux processus de prise de décisions politiques et à la conduite des affaires publiques, quels que soient leur situation socio-économique, leur sexe, leur race, leur origine ethnique ou leur religion. Mais de récentes enquêtes montrent que les individus qui jouissent d'un statut social plus élevé et d'une situation économique plus favorable auront plus vraisemblablement l'occasion d'exercer leurs droits politiques – voter lors des scrutins, avoir des activités syndicales, etc. – que les citoyens appartenant aux catégories sociales plus basses qui tendent à être reléguées à la périphérie de la vie sociale et politique puisqu'ils sont tenus à l'écart des structures institutionnelles qui forment l'opinion et la volonté politiques.

A long terme, cette situation risque de déstabiliser la démocratie et de provoquer une véritable crise des institutions démocratiques, car un faible engagement politique de la part des citoyens moins aisés peut fausser les politiques publiques dans la prise en compte des classes sociales et, ainsi déboucher sur des inégalités toujours plus grandes. Aussi est-il de la plus haute importance que l'Assemblée parlementaire examine et mette en place des approches qui cherchent à développer la participation citoyenne, en étroite conjonction avec les politiques sociales de lutte contre la pauvreté. Il conviendrait en outre de faire davantage ressortir, dans les instruments pertinents, que le fait de s'impliquer dans la conduite des affaires publiques constitue un droit essentiel de la personne humaine et une liberté fondamentale.

L'Assemblée entend donc adresser un message fort à ce sujet aux Etats membres du Conseil de l'Europe comme au Comité des Ministres, et appelle ce dernier à veiller à ce que les travaux du Conseil de l'Europe sur cette question occupent véritablement une place centrale dans sa mission.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

KAUFER Virág, Hongrie, SOC
AGIUS Francis, Malte, PPE/DC
ANDERSEN Karin, Norvège, GUE
AYVA Lokman, Turquie, PPE/DC
BRAUN Márton, Hongrie, PPE/DC
COLEIRO PRECA Marie-Louise, Malte, SOC
CORLĂȚEAN Titus, Roumanie, SOC
FLYNN Paul, Royaume-Uni, SOC
FRUNDA György, Roumanie, PPE/DC
HÄGG Carina, Suède, SOC
HERASYM'YUK Olha, Ukraine, PPE/DC
HUNKO Andrej, Allemagne, GUE
MARQUET Bernard, Monaco, ADLE
MAURY PASQUIER Liliane, Suisse, SOC
MÓSESDÓTTIR Lilja, Islande, GUE
O'SULLIVAN Maureen, Irlande, NI
OHLSSON Carina, Suède, SOC
SARO Giuseppe, Italie, PPE/DC
SARRAZIN Manuel, Allemagne, SOC
SCHOU Ingjerd, Norvège, PPE/DC
SPAUTZ Marc, Luxembourg, PPE/DC
STIRBLYTĖ Arūnė, Lituanie, ADLE
STOILOV Yanaki, Bulgarie, SOC
ÜNAL Mustafa, Turquie, PPE/DC
VERCAMER Stefaan, Belgique, PPE/DC

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe socialiste
NI: non inscrit dans un groupe